

En Bourgogne sept entreprises sur dix passent le cap des trois ans

En 2009, 69 % des entreprises bourguignonnes créées en 2006 sont toujours actives. Ce taux de pérennité à trois ans est supérieur à la moyenne nationale. Plus le capital de départ est important, plus la chance de survie des entreprises est élevée. Le secteur d'activité compte aussi : les entreprises relevant d'activités de services très spécialisées résistent mieux que celles du commerce. L'expérience professionnelle du créateur joue aussi en faveur de la survie de l'entreprise.

Parmi les 2 389 entreprises créées au cours du premier semestre 2006 en Bourgogne, 69 % sont toujours en activité trois ans plus tard. Ce taux de pérennité à trois ans est supérieur à la moyenne nationale (66 %) et classe la région en huitième position des régions métropolitaines. Cette plus grande résistance des entreprises bourguignonnes est à rapprocher d'un moindre dynamisme de la création d'entreprises dans la région : moins d'entreprises sont créées en Bourgogne mais elles sont plus solides.

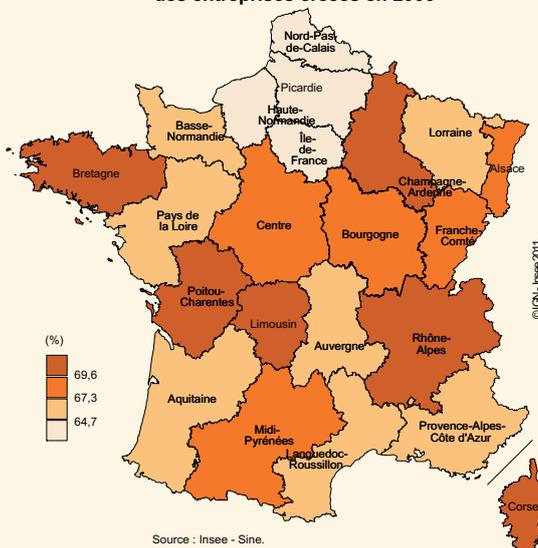
À l'inverse le taux de survie des entreprises est plus faible en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Languedoc-Roussillon, en Île-de-France ou encore dans le Nord-Pas-de-Calais, régions où le renouvellement du tissu productif est important. Les entreprises pérennes de la région ont créé peu d'emplois, un peu moins de 900 entre 2006 et 2009, soit une croissance de 27,1 % de leurs effectifs, qui classe la Bourgogne au 17^e rang des régions de la métropole.



N°171 - Octobre 2011

Taux de survie à trois ans : la Bourgogne au 8^e rang

Taux de survie à trois ans des entreprises créées en 2006



Un dispositif d'observation des nouvelles entreprises

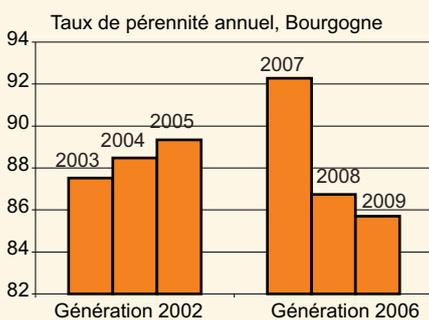
Le dispositif SINE (Système d'Information sur les Nouvelles Entreprises) est un système permanent d'observation des jeunes entreprises qui suit pendant cinq ans un échantillon d'entreprises nées le premier semestre d'une même année. Les entreprises bourguignonnes créées au premier semestre 2006 ont été enquêtées en septembre 2006 et en septembre 2009. Elles seront à nouveau interrogées en septembre 2011.

En Bourgogne, les deux premières enquêtes sont exhaustives : elles ont bénéficié d'une extension régionale grâce au partenariat du Conseil régional.

Effet de la crise à partir de 2008

Les entreprises de la génération 2006 ont subi la crise de 2008-2009 mais sont pourtant aussi résistantes sur trois ans que celles de la génération 2002. La crise économique a cependant inversé l'évolution habituelle du taux de pérennité, plus faible la première année que les années suivantes, lorsque les entreprises les plus fragiles ont disparu. Ainsi 92 % des entreprises de la génération 2006 ont soufflé leur première bougie, davantage que les générations précédentes. Puis ce taux de pérennité va ensuite diminuer : 87 % en 2008 puis 86 % en 2009. Cette évolution atypique est particulièrement marquée pour les activités immobilières avec des taux de 89 % la première année, 86 % la deuxième année et seulement 73 % la troisième année.

Forte baisse du taux de survie en 2008



Source : Insee-Sine.

Meilleure résistance dans les activités financières et l'assurance

Les chances de survie d'une entreprise varient selon la nature de son activité. Les entreprises relevant d'activités de services très spécialisées comme « les activités financières et d'assurance » ou « l'information et la communication » sont les plus pérennes avec des taux de survie à trois ans dépassant ou approchant 80 %. Mais 5 % seulement des entreprises créées en 2006 relèvent de ces activités. Dans le commerce et réparation automobile qui concentre 1/4 des créations, le taux de survie atteint à peine les 60 %. Il est plus élevé, 74 %, dans la construction, autre secteur phare de la création d'entreprises. À noter la mauvaise performance des activités immobilières de la génération 2006 avec un taux de survie de seulement 56 %.

Moindre pérennité des entreprises du commerce et de l'immobilier

Secteur d'activité	Taux de survie à trois ans %	Part des entreprises créées en 2006 %	Chances de survie à trois ans
Activités financières et d'assurance	83	2	2,9
Information et communication	80	3	4,1
Industrie	76	7	2,9
Construction	74	23	2,7
Transport et entreposage	74	2	2,7
Services aux ménages	70	16	3,0
Services aux entreprises	69	12	2,0
Hébergement et restauration	65	6	n.s
Commerce, réparation auto et moto	60	25	n.s
Activités immobilières	56	4	Réf.
Total	69	100	

Source : Insee-Sine.

Les résultats chiffrés sont significatifs par rapport à la situation de référence au seuil de 5 %. n.s. : non significatif par rapport à la situation de référence au seuil de 10 %.

Note de lecture : l'analyse des chances de survie à trois ans d'une entreprise est réalisée à l'aide d'un modèle de régression logistique. Les effets de chaque facteur sont présentés en écart par rapport à une situation de référence notée « Réf. ». Plus le coefficient est supérieur à 1, plus la probabilité d'atteindre le troisième anniversaire est forte par rapport à la situation de référence. Toutes choses égales par ailleurs, les entreprises créées dans l'information et la communication ont 4,1 fois plus de chances d'atteindre le troisième anniversaire que celles créées dans les activités immobilières, prises ici comme référence.

Des moyens financiers importants favorisent la pérennité

Les moyens investis lors de la création d'entreprise jouent aussi un rôle prépondérant : plus le capital initial est important, plus le taux de survie à trois ans est élevé. Il varie ainsi de 59 % avec une mise initiale inférieure à 2 000 € à 88 % avec une mise supérieure à 160 000 €. Mais peu de créateurs d'entreprise apportent ce capital important, gage de réussite, 4,6 % seulement, la moitié démarrant avec moins de 8 000 €. La pérennité des entreprises varie aussi selon leur statut juridique : 78 % des sociétés et seulement 61 % des entreprises individuelles passent le cap des trois ans. Capital, secteur d'activité et statut juridique sont en partie liés.

Ainsi, un tiers des entreprises relevant des activités financières et d'assurance ont démarré avec plus de 160 000 euros. À l'opposé, le capital initial dans les activités de commerce reste faible, inférieur à 8 000 € dans 45 % des cas. De même, les sociétés bénéficient d'un capital de départ plus important que les entreprises individuelles. Par ailleurs, les entrepreneurs les plus « fortunés » s'orientent davantage vers la restauration et les plus « modestes » vers la construction.

Davantage de chance de survie dans l'information-communication

Si l'on tient compte des différences de profil des entreprises créées et aussi des différences de profil des

La pérennité augmente avec le capital investi

Moyens investis	Taux de survie à trois ans %	Part des entreprises créées en 2006 %	Chances de survie à trois ans
160 000 € ou plus	88	5	3,7
De 80 000 € à moins de 160 000 €	83	4	2,9
De 40 000 € à moins de 80 000 €	78	6	2,0
De 16 000 € à moins de 40 000 €	77	19	2,0
De 8 000 € à moins de 16 000 €	67	17	n.s.
De 4 000 € à moins de 8 000 €	63	15	n.s.
De 2 000 € à moins de 4 000 €	62	14	n.s.
Moins de 2 000 €	59	20	Réf.
Total	69	100	

Source : Insee-Sine.

entrepreneurs (expérience professionnelle, âge, diplôme...) il reste tout de même un différentiel important de taux de survie à trois ans, selon le secteur choisi et le capital. Ainsi, « toutes choses égales par ailleurs », une entreprise créée dans le secteur de l'information et la communication a quatre fois plus de chance de survivre à trois ans qu'une entreprise relevant de l'immobilier, et un créateur investissant 160 000 € a trois fois plus de chance de réussir que celui qui investit 2 000 €.

L'expérience professionnelle facteur de réussite

Le profil du créateur compte aussi dans la pérennité des entreprises. L'expérience professionnelle dans l'activité choisie est ainsi un facteur de réussite : 75 % des entrepreneurs ayant dix ans ou plus d'expérience dans le métier soufflent les trois bougies de leur entreprise ; ce n'est le cas pour 54 % de ceux qui démarrent avec moins de trois ans d'expérience professionnelle, ou 61 % pour ceux qui n'ont aucune expérience.

Toutes choses égales par ailleurs, les entrepreneurs très expérimentés - plus de dix ans d'ancienneté - ont 2,1 fois plus de chances de réussir que ceux ayant seulement trois ans d'expérience.

La situation professionnelle du chef d'entreprise avant la création semble aussi compter dans la survie de son entreprise.

Le taux de survie à trois ans varie ainsi de 55 % lorsque l'entrepreneur n'exerçait aucune activité salariée avant de se lancer, à 80 % lorsqu'il s'agit d'un ex chef d'entreprise salarié, PDG ou gérant minoritaire de SARL.

Mais les anciens PDG disposent de moyens plus importants : 18 % démarrent avec plus de 160 000 euros et 89 % d'entre eux ont créé des sociétés. À l'inverse, plus de 40 % des personnes sans activité professionnelle antérieure ou sortant du système scolaire disposent de moins de 2 000 euros.

Une fois neutralisées ces différences, les écarts de taux de pérennité selon l'activité antérieure sont peu significatifs.

Moindre réussite avant 30 ans

L'âge de l'entrepreneur pèse aussi dans la réussite de l'entreprise. Les jeunes entrepreneurs de moins de 30 ans, à l'origine d'une création sur cinq, réussissent moins bien que leurs aînés : 64 % sont toujours à la tête de leur

Mieux vaut avoir 10 ans d'expérience			
Expérience professionnelle dans l'activité choisie	Taux de survie à trois ans %	Part des entreprises créées en 2006 %	Chances de survie à trois ans
Plus de 10 ans	75	25	2,1
De 3 à 10 ans	69	22	1,8
Différente	67	42	1,7
Aucune	61	5	2,5
Moins de 3 ans	54	6	Réf.
Total	69	100	

Source : Insee-Sine.

Moindre réussite pour les inactifs qui se lancent			
Situation avant la création	Taux de survie à trois ans %	Part des entreprises créées en 2006 %	Chances de survie à trois ans
Chef d'entreprise salarié, P.D.G, gérant minoritaire de SARL	80	6	n.s.
Indépendant ou à son compte	74	8	n.s.
En congé pour création d'entreprise ou sans activité pour convenance personnelle	72	2	n.s.
Salarié	72	36	1,2
Chômeur, étudiant ou scolaire, sans activité professionnelle	64	48	Réf.
Total	69	100	

Source : Insee-Sine.

Avoir un diplôme supérieur aide			
Diplôme le plus élevé	Taux de survie à trois ans %	Part des entreprises créées en 2006 %	Chances de survie à trois ans
Supérieur	72	30	1,4 **
Baccalauréat technique ou professionnel	70	11	1,4 **
CAP, brevet de compagnon, BEP	69	32	n.s.
Baccalauréat général	65	7	n.s.
CEP, BEPC, Brevet élémentaire, Brevet des collèges	63	8	n.s.
Pas de diplôme	61	12	Réf.
Total	69	100	

Source : Insee-Sine.

Meilleure pérennité pour les entreprises des 40-50 ans			
Âge du créateur	Taux de survie à trois ans %	Part des entreprises créées en 2006 %	Chances de survie à trois ans
Moins de 30 ans	64	20	n.s.
30 ans à moins de 40 ans	69	33	n.s.
40 ans à moins de 50 ans	72	30	1,3 **
50 ans et plus	66	17	Réf.
Total	69	100	

Source : Insee-Sine.

** : significatif par rapport à la situation de référence au seuil de 10 %.
n.s. : non significatif par rapport à la situation de référence au seuil de 10 %.

entreprise au bout de trois ans, contre 72 % des 40-50 ans.

Le capital investi est moins important chez les plus jeunes : moins de 2 % d'entre eux mobilisent plus de 160 000 € alors que c'est le cas pour au moins 4 % des autres. Les jeunes s'orientent aussi vers des secteurs plus « fragiles », notamment l'hébergement-restauration alors que les aînés optent davantage pour les services.

À noter que le taux de réussite des plus de 50 ans est à peine supérieur à celui des jeunes bien qu'ils s'orientent sur des

créneaux différents, davantage vers les services aux entreprises et très peu vers la construction.

Toutes choses égales par ailleurs, seules les chances de réussite des 40-50 ans sont significativement plus élevées que celles des 50 ans et plus.

Le rôle du diplôme

Avoir un diplôme de l'enseignement supérieur favorise la réussite : 72 % des diplômés du supérieur passent le cap des

trois ans, 61% des non diplômés. Mais l'investissement initial n'est pas le même : il dépasse 80 000 € pour 15 % des diplômés du supérieur et pour seulement 5 % des non diplômés. Le secteur d'activité diffère aussi : les services aux entreprises et aux ménages pour 43 % des diplômés du supérieur, le commerce pour 34 % des non diplômés. À noter la position particulière des titulaires d'un CAP/BEP : le taux de survie de leurs entreprises est assez proche de celui des diplômés de l'enseignement supérieur, 69 %, et leur choix d'activité très marqué puisque 40 % d'entre eux sont dans le secteur de la construction.

Toutes choses égales par ailleurs, l'effet du diplôme est assez limité.

Seulement 63 % des femmes contre 71 % des hommes pérennisent leur entreprise au-delà de trois ans. Les hommes s'orientent d'abord vers la construction (31 %) et les femmes vers les services aux ménages (31 %). Hommes et femmes disposent de moyens financiers comparables mais leur niveau de formation diffère : 34 % des hommes et seulement 24 % des femmes sont titulaires d'un CAP/BEP ; 35 % des femmes et seulement 28 % des hommes sont diplômés de l'enseignement supérieur.

Toutes choses égales par ailleurs, la différence de réussite entre les hommes et les femmes est assez faible (1,2).

entreprennent par goût d'entreprendre, pour être indépendantes, augmenter leurs revenus ou ont saisi une opportunité réussissent davantage (71 % de taux de pérennité à trois ans) que celles qui ont été contraintes de créer leur entreprise à défaut d'avoir un emploi (60 %). De même celles qui dès 2006 ont suivi une formation au moment de la création pérennisent davantage leur entreprise (73 %) que celles qui n'en ont pas suivi (67 %).

Les difficultés rencontrées au moment de la création constituent aussi des signaux d'alerte sur la pérennité à venir. Ainsi seulement 57 % des entrepreneurs ayant des difficultés à ouvrir un compte bancaire sont toujours à la tête de leur entreprise au bout de trois ans. La difficulté à recruter du personnel fragilise moins l'entreprise : 72 % des entrepreneurs ayant rencontré ce type de difficulté sont toujours là au bout de trois ans.

Le point de vue des entrepreneurs sur l'avenir de leur entreprise au moment de la création donne aussi des indications sur sa pérennité : 72 % de ceux qui souhaitent en 2006 développer leur entreprise sont toujours aux commandes trois ans après contre seulement 46 % de ceux qui devaient redresser dès le départ une situation difficile.

■ Christine Charton, Stéphane Vigneau.

Les conditions de la création interviennent aussi

La pérennité des entreprises dépend aussi des conditions de leur création et en particulier de la motivation du créateur au moment de se lancer : les personnes qui

Les entreprises aidées par le Conseil régional résistent mieux

Une centaine d'entreprises aidées par le Conseil régional de Bourgogne figurent dans le fichier SINE 2006. Parmi elles, 71 % ont soufflé leur troisième bougie, soit deux points de plus que l'ensemble des entreprises bourguignonnes.

Du fait de l'aide fournie, les moyens investis au démarrage sont plus conséquents : ils dépassent 16 000 euros pour 62 % des entrepreneurs aidés alors que seulement 35 % de l'ensemble des entrepreneurs disposent d'autant de moyens.

La nature de l'activité différencie aussi les entreprises aidées : elles sont davantage tournées vers l'industrie et la construction et moins vers les services.

Les entrepreneurs aidés par le Conseil régional n'ont également pas le même profil : ils sont plus jeunes et rarement sans diplôme.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Créations et créateurs d'entreprises-Enquête de 2009 : la génération 2006 trois ans après-Insee Résultats n°51 - février 2011.

- La création d'entreprise en 2009 dopée par les auto-entrepreneurs - Insee Première n°1277 - janvier 2010.

- Les entreprises créées au 1^{er} semestre 2006 - résultats statistiques n°65 - Insee Bourgogne Dimensions.

Les résultats détaillés de l'enquête 2009 relatifs à la génération 2006 sont disponibles sur insee.fr, thème entreprises, démographie des entreprises.